

Elève : _____

Classe : _____ Régime : _____

Parent (Responsable 1) : _____

(Responsable 2) : _____

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence unique du mandat (RUM) :

Type de contrat : MENSUALISATION FR66ZZZ503319

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA
(ICS)

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) **EPLEA CAULNES** à envoyer des Instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte Conformément aux instructions de **EPLEA CAULNES**

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la Convention que vous avez passé avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée : Dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

FR 66 ZZZ 503319

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER

Désignation du créancier

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

Nom : EPLEA CAULNES

Adresse : 126, ROUTE DE DINAN

Code postal : 22350

Ville : CAULNES

Pays : FRANCE

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)

IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

Type de paiement : Paiement récurrent/répétitif

Signé à : _____

Le ____/____/____

Signature :

DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT) :

Nom du tiers débiteur :

Rappel :

En signant ce mandat j'autorise à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par **EPLA CAULNES**. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrais en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec **EPLA CAULNES**

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.